



CHAPITRE 130

Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Institut des Sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

CHAPTER 130

An Act to amend the Act to incorporate L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne

[Assented to, the 7th of March, 1951]

Préambule.

ATTENDU que l'Institut des Sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, corporation constituée en vertu du statut 6 George V, chapitre 103, et ayant son siège social à Giffard, dans le comté de Québec, a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est formé de membres de la Congrégation catholique romaine des Filles ou Sœurs de la Sainte-Enfance de Jésus et de Marie, sous le patronage de Sainte-Chrétienne, fondée à Metz, en France, en 1807, approuvée et confirmée par le Souverain Pontife Léon XIII, en 1888 et 1899;

Que ladite Congrégation a établi par la suite diverses fondations dans le diocèse de Québec, avec l'approbation de l'Archevêque catholique romain de Québec, et toujours sous la haute dépendance de la Direction générale ou Maison-mère installée à Metz, en France, et du Souverain Pontife lui-même;

Que les buts de ladite Congrégation sont en particulier: la fondation et la direction d'œuvres et d'établissements d'éducation et d'enseignement, la création et la direction d'hôpitaux et le soin des malades pauvres, l'hospitalisation des vieillards, la fondation et la direction de crèches et de toutes œuvres d'hospitalisation et de miséricorde;

WHEREAS L'Institut des Sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, a corporation incorporated by the statute 6 George V, chapter 103, and having its corporate seat at Giffard, in the county of Quebec, has, by its petition, represented:

That it is composed of members of the Congrégation catholique romaine des Filles ou Sœurs de la Sainte-Enfance de Jésus et de Marie, under the patronage of Sainte-Chrétienne, founded at Metz, France, in 1807, approved and confirmed by the Sovereign Pontiff Leo XIII, in 1888 and 1899;

That the said Congrégation subsequently established various institutions in the diocese of Quebec, with the approval of the Roman Catholic Archbishop of Quebec, and always under the superior jurisdiction of the "Direction générale" or mother-house established at Metz, France, and of the Sovereign Pontiff himself;

That the objects of the said Congregation are in particular: the establishment and management of educational and teaching foundations and institutions, the founding and management of hospitals and the care of indigent patients, the hospitalization of the aged, the establishment and management of nurseries and all works of hospitalization and charity;

Que, pour toutes les raisons susdites, les pouvoirs accordés à l'Institut des Sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, par le statut 6 George V, chapitre 103, se sont avérés insuffisants;

Qu'il y a lieu, en vue de ses développements, d'accorder audit Institut des pouvoirs plus précis et plus amples;

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande du pétitionnaire;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1916,
c. 103, s. 3,
remp. **1.** L'article 3 de la loi 6 George V, chapitre 103, est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
corpora-
tifs.

"3. La corporation pourra:

a) ester en justice de la même manière que toute personne peut le faire;

b) établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise pour la poursuite de ses buts;

c) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

d) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode légal, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

e) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles, pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

f) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs, et les vendre, échanger, nantir ou donner en gage;

g) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

That, for all the aforesaid reasons, the powers granted to L'Institut des Sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte Chrétienne, by the act 6 George V, chapter 103, have proved insufficient;

That it is advisable, in view of its extension, to grant more precise and ample powers to the said Institut;

Whereas it is expedient to grant the prayer of the petitioner;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 3 of the act 6 George V, 1916,
chapter 103, is replaced by the following: c. 103, s. 3,
replaced.

"3. The corporation may:

Corporate
powers.

a. Appear before the courts as any person may do;

b. Establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

c. Bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever;

d. Borrow money on its credit by any legal method, and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

e. Hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way whatsoever to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

f. Issue bonds or other title-deeds or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

g. Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, secure or pledge, while at the same time retaining possession of the same, moveable and immovable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, such mortgage or such pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act which may replace the latter;

h) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaires;

i) accepter tout don;

j) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour des fins de revenus n'excède pas trois cent mille dollars;

k) ériger et maintenir toute construction pour la réalisation de ses buts;

l) modifier son nom corporatif ou le lieu de son siège social, en donnant un avis écrit au secrétaire de la province et en faisant publier un avis dans la *Gazette officielle de Québec*;

m) faire des règlements concernant sa régie interne et l'administration de ses biens, les modifier ou les abroger au besoin;

n) nommer des officiers, procureurs et administrateurs et définir leurs pouvoirs."

h. Invest its funds in any manner deemed suitable either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

i. Accept any gift;

j. Acquire, possess, administer and alienate all moveable and immoveable property, by all legal methods and under any title whatsoever, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue does not exceed three hundred thousand dollars;

k. Erect and maintain any building for the realization of its objects;

l. Alter its corporate name or the place of its corporate seat by giving written notice thereof to the Provincial Secretary and having notice thereof published in the *Quebec Official Gazette*;

m. Make by-laws for its internal government and for the administration of its property, and amend or repeal the same if necessary;

n. Appoint officers, procurators and administrators, and define their powers."

1916, c. 103, a. 4, remp. **2.** L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Signature. "4. La signature de la supérieure et celle de son assistante ou de l'économe liera la corporation."

2. Section 4 of the said act is replaced by the following: 1916, c. 103, s. 4, replaced.

"4. The signature of the superior and that of her assistant or of the bursar shall bind the corporation." Signature.

1916, c. 103, a. 5, remp. **3.** L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Noviciats, etc. "5. Conformément aux pouvoirs généraux qu'elle possède en vertu de la présente loi et sans rien retrancher à ces pouvoirs, la corporation pourra fonder, établir et maintenir, en tout lieu dans cette province, des noviciats, monastères et succursales, des crèches, des hospices et des hôpitaux, des écoles et couvents; bâtir une chapelle où le public pourra être admis avec le consentement des autorités ecclésiastiques compétentes, dans chacune des localités où elle aura ainsi un établissement; établir un cimetière sur la propriété de chacun de ses établissements, pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, pourvu qu'elle se conforme aux lois, prescriptions et règlements édictés en cette matière par l'autorité civile.

3. Section 5 of the said act is replaced by the following: 1916, c. 103, s. 5, replaced.

"5. In accordance with the general powers which it possesses under this act and without restricting such powers, the corporation may found, establish and maintain, at any place in this Province, novitiates, monasteries and branches, nurseries, hospices and hospitals, schools and convents; build a chapel to which the public may be admitted, with the consent of the competent ecclesiastical authorities wherever they have an establishment; establish a cemetery on the property of each of its establishments for burying the mortal remains of its members, provided it complies with the laws, prescriptions and regulations enacted by the civil authorities regarding the same. Noviciates, etc.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Rien dans la présente loi n'aura pour effet de soustraire la corporation aux dispositions de la charte, des lois et des règlements des municipalités où ladite corporation entend exercer ses pouvoirs, non plus qu'aux dispositions de la Loi d'hygiène publique de Québec."

1916,
c. 103, a. 7,
ab.
Id., a. 7,
aj.

4. L'article 7 de ladite loi est abrogé.

5. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 6, le suivant :

Buts.

"**7.** Les buts de la corporation sont, en outre de la formation, de l'instruction et de la subsistance de ses membres, la poursuite d'œuvres de religion, de charité, d'assistance, d'hospitalisation et d'éducation.

Pouvoirs.

Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil d'administration, lequel est composé d'une supérieure, d'une assistante, d'une économe et de trois autres conseillères, lesquels sont ou seront élues, nommées ou remplacées selon les constitutions de ladite congrégation, ou d'autres personnes selon le changement de ces mêmes constitutions.

Idem.

La corporation est le représentant de ses membres et peut en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer tous leurs droits civils et leurs recours en justice pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir.

Dissolu-
tion.

Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution, ni être admis au partage de ses biens. Dans le cas de dissolution, les biens de la corporation, après paiement de toutes ses obligations, seront remis à la Direction générale ou Maison-mère de l'Institut des Filles ou Sœurs de la Sainte-Enfance de Jésus et de Marie, sous le patronage de Sainte-Chrétienne, conformément aux lois canoniques et aux constitutions applicables à ladite Congrégation."

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Nothing in this act shall have the effect of withdrawing the corporation from the provisions of the charter, laws or by-laws of any municipality in which the said corporation exercises its powers, nor from the provisions of the Quebec Public Health Act."

Provisions
to apply.

4. Section 7 of the said act is repealed.

5. The said act is amended by adding thereto, after section 6, the following :

1916,
c. 103, s. 7,
repealed.
Id., s. 7,
added.

"**7.** The objects of the corporation are, besides the training, education and subsistence of its members, the pursuit of works of religion, charity, assistance, hospitalization and education.

Objects.

The powers of the corporation shall be exercised by its council of administration, which shall be composed of a Superior, an Assistant, a bursar and three other Councilors who are or shall be elected, appointed or replaced according to the constitutions of the said congregation, or of other persons according to the changes of said constitutions.

Powers.

The corporation shall be the representative of its members and may in its corporate name, but for their benefit, exercise all their civil rights and have recourse to the courts for the property which they may possess or acquire.

Idem.

No member of the corporation may ask for the dissolution thereof, or be admitted to participate in the partition of its property. In the event of a dissolution, the property of the corporation, after the payment of all its obligations, shall be handed over to the Direction générale or Mother-house of L'Institut des Filles ou Sœurs de la Sainte-Enfance de Jésus et de Marie, under the patronage of Sainte Chrétienne, in accordance with the canonical laws and the constitutions applicable to the said Congregation."

Dissolu-
tion.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.